

Chronique fédérale

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **32 (1986)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Chronique fédérale

par Martine Lamunière



Ecologie, quand tu nous tiens ! Les Chambres fédérales verdissent à vue d'œil et la plupart des parlementaires qui ne juraient il y a quelques mois encore que par l'automobile sont prêts aujourd'hui à étudier toutes les propositions « raisonnables ». La preuve : le Président de la Confédération Alphons Egli, le plus « écolo » de nos conseillers fédéraux, a pu inaugurer le Salon de l'Auto de Genève sans se faire lyncher. Il s'y est même fait applaudir...

En adoptant au début de la session de printemps l'essentiel du programme de politique coordonnée des transports proposé par le Conseil fédéral, le Conseil national a montré qu'il pariait définitivement sur les transports publics. Et les C.F.F., qui par ailleurs commencent à perdre moins d'argent, ne peuvent que se réjouir de la sympathie toute nouvelle que leur témoignent les élus du peuple. Se réjouir et en profiter puisqu'ils viennent d'annoncer toute une série de mesures qui devraient notamment encourager les pères de famille à laisser leur voiture au garage et à prendre le train au moins le week-end : les enfants voyageront gratuitement jusqu'à 16 ans et à prix réduit jusqu'à 25 ans.

Bien sûr, tout cela coûtera cher aux caisses fédérales et l'on sait combien les Suisses sont intraitables sur le chapitre de l'équilibre des finances publiques. Le Ministre des Finances Otto Stich croyait avoir trouvé la solution-miracle : profitant de la baisse très substantielle du prix du pétrole sur le marché mondial, il réussit à convaincre ses collègues du Conseil fédéral d'imposer de nouvelles taxes à l'importation de mazout, de gaz et à prélever un petit supplément sur l'essence. Ces impôts nouveaux, substantiels eux aussi, auraient du passer plus ou moins inaperçus dans l'euphorie du contre-choc pétrolier que vit aujourd'hui le monde industrialisé. Hélas ! C'était oublier que les contribuables helvétiques n'aiment pas qu'on les prenne par surprise et qu'ils avaient perdu l'habitude de voir un Conseil fédéral aussi décidé. La levée de boucliers a été massive et il est très possible que les Chambres refusent le tout lorsqu'elles devront se prononcer en juin. Mais la manne qui sera tombée dans les caisses fédérales et qui s'élèvera sans doute alors à plusieurs centaines de millions, restera acquise et cela sera toujours ça de gagné sur le déficit de la Confédération.

Là où l'affaire devient moins drôle, c'est lorsque M. Otto Stich annonce, la voix brisée et les larmes aux yeux, qu'il a reçu des lettres le menaçant de mort. Ne supportant pas de payer leur essence deux centimes plus cher ou de voir leur facture de mazout augmentée de quelques dizaines de francs par an, des imbéciles lui annoncent qu'il connaîtra bientôt le sort réservé à Olof Palme.

Ce n'est certes par la première fois qu'un conseiller fédéral est menacé. Mais il est rare qu'il en fasse état publiquement. Et si les autorités répondent toujours, d'un ton extrêmement assuré, que la surveillance exercée sur nos ministres est discrète mais efficace, il suffit de passer quelques heures à Berne pour se voir confirmer ce qui n'est qu'un secret de polichinelle : nos conseillers fédéraux continuent de vivre, de se promener, de se rendre au restaurant comme M. ou Mme Tout le Monde. En refusant obstinément d'écouter ceux qui leur disent que le monde a changé.